

PROGRAMME DES RÉFORMES

Un été très chargé pour le gouvernement

Abdelaziz Bouteflika tient particulièrement à ce que le calendrier qu'il avait annoncé, le 15 avril dernier, quant à la conduite «des réformes politiques», soit respecté à la lettre. C'est ce que nous confie une source proche de la présidence.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Le président a ordonné au gouvernement de finaliser l'ensemble des textes de lois organiques concernés par les réformes, avant la date du 31 août prochain», indique notre source.

Du pain sur la planche donc

pour le gouvernement Ouyahia, à partir, notamment, du 31 juillet et le retour d'un congé collectif de quinze jours. Auparavant, Bouteflika réunira le Conseil des ministres pour examiner, entre autres, les deux textes déjà finalisés par l'exécutif, à savoir le code de wilaya et

la loi relative au quota de la femme sur les listes électorales.

«Mais le plus gros du travail se fera courant août, avec les très importantes lois organiques soumises à révision que sont la loi sur les partis, la loi sur les associations, la loi portant régime électoral et le code de l'information.»

Une période, le mois d'août, qui coïncide en outre avec le mois du Ramadan et les traditionnelles auditions des ministres par

Bouteflika. «Ce qui va obliger Ouyahia à torturer son agenda : en plus du fait qu'il est tenu d'assister à toutes les auditions des membres du gouvernement, il devra prévoir plusieurs réunions du gouvernement, de deux à trois par semaine au moins, pour pouvoir tout finaliser dans les délais convenus.»

Pour se faire une idée de l'ampleur de la tâche, il faut par exemple rappeler que le code de wilaya, examiné récemment par le

gouvernement, a nécessité, à lui seul, pas moins de quatre réunion de l'exécutif.

Aussi, «Ouyahia devra coordonner avec Abdelkader Bensalah qui a présidé la commission de consultation sur les réformes politiques. Le rapport que présentera Bensalah prochainement déterminera grandement l'orientation et la nature des révisions que subiront les lois en question».

Quoi qu'il en soit, un Conseil des ministres est prévu pour la fin août afin d'examiner l'ensemble des textes qui seront envoyés au Parlement avant le 2 septembre prochain. Notre source n'écarterait d'ailleurs pas l'éventualité d'un chamboulement même du calendrier du Parlement.

Si la clôture officielle de la session de printemps en cours est fixée pour le 14 juillet prochain, la reprise pourrait même intervenir avant les fêtes de l'Aïd.

K. A.

FLN Les redresseurs chargent Goudjil de contacter Belkhadem

Les choses s'accroissent au Front de libération nationale. L'approche d'échéances électorales capitales aura-t-elle raison de la crise qui secoue le parti depuis octobre dernier, avec la naissance du mouvement dit de «redressement», et que conduisent quelques ténors de l'ex-parti unique ?

La direction nationale du parti, tout comme «les redresseurs» en tout cas sont favorables à engager des négociations. Et après une première tentative infructueuse, consistant en une initiative prise par Abdelaziz Belkhadem qui était allé rendre visite au chef de file du mouvement «des redresseurs», l'ancien dirigeant et ancien ministre Salah Goudjil, chez lui, c'est l'autre partie qui s'apprête à «faire un geste».

Hier, en effet, deux dirigeants de premier plan du mouvement, Abdelkrim Abada et l'ancien ministre de la Communication Abderrachid Boukerzaza, ont présidé une rencontre régionale

le à El Bayadh regroupant 13 wilayas de l'ouest du pays. «Les participants à la rencontre ont été unanimes à saluer le dialogue engagé avec l'autre partie», nous dira le porte-parole du mouvement, l'ancien ministre Mohamed-Seghir Kara.

«Il a été convenu de charger, à notre tour, le président du mouvement, Salah Goudjil, de prendre l'initiative de contacter Abdelaziz Belkhadem. De sorte à ce que la balle ne soit pas dans notre camp, comme il le prétend», tient-il à préciser, toutefois. Car, pour notre interlocuteur, «nous demeurons attachés à notre plateforme de revendications et nous allons poursuivre nos rencontres régionales. De même qu'une rencontre nationale à Alger, durant la deuxième quinzaine du mois de juillet».

Manifestement, les redresseurs cherchent, là, à négocier en position de force. Et en l'espèce, mettre la pression sur Belkhadem à la veille de la convocation d'une session extraordinaire

du comité central, programmée pour le 30 juillet prochain.

Le SG du FLN, qui avait haussé le ton ces derniers temps à l'égard des redresseurs, a toujours fixé comme seul cadre pour ses vis-à-vis, le comité central justement. Un CC dont les redresseurs contestent la composante. Davantage encore, ils réclament l'élection d'un nouveau bureau politique. Et il est fort probable qu'il fasse une concession à ce sujet. Il faut dire que le comité des sages, conduit par Boualem Benhamouda et composé de Mustapha Cherchali, Ahmed Sbaâ et Affane Guezane Djilali, pèse de tout son poids pour concilier les deux parties. C'est d'ailleurs à sa demande que Abdelaziz Belkhadem était allé rendre visite à Salah Goudjil, une première fois.

La deuxième tentative serait-ce la bonne ? Dans un parti comme le FLN, rompu à l'art de la négociation et dont les décisions majeures viennent toujours de l'extérieur, rien n'est impossible.

K. A.

À L'INITIATIVE DE «AMEL EL-OUUMA»

Les consultations politiques à la loupe

En l'absence des universitaires devant animer la conférence organisée au journal Echaâb par le centre des études stratégiques, intitulée «Où mèneront les consultations sur les réformes politiques» Amel el-Ouma s'est tournée à un débat où beaucoup parmi les présents ont apporté, chacun suivant des références, une réponse à la question essentielle posée par les organisateurs. A savoir : «Les organisateurs des consultations vont-ils conclure à ce que le régime algérien est devenu obsolète et ne répond plus aux aspirations des Algériens ?».

Des indicateurs ont été énumérés par le directeur de Markaz Amel el-Ouma, M. Hariti, pour ainsi baliser le débat : «Le régime ne veut admettre qu'il y a une crise politique en Algérie, que l'Algérie est à l'abri des pressions des révoltes arabes, que les consultations n'ont pas associé toutes les

sensibilités nationales, que les médias lourds n'ont encore pas été ouverts à tous les opposants, que le régime cherche de plus en plus à plaire aux Occidentaux qu'aux Algériens, et enfin, quelle alternative ?».

En tout cas, les intervenants, pour la plupart, ne croyaient pas

beaucoup à la démarche du chef de l'Etat et étaient unanimes quant à changer le régime et pas le réformer. Car, s'entend-on, il est fondé sur l'exclusion de l'autre, n'accepte l'avis qui lui sont opposants.

Ont manqué à l'appel les conférenciers Ahmed Admin, Nacer Djabi, Amar Talbi et Arezki Ferrad, seul le Libanais naturalisé algérien, enseignants des lettres arabes à l'Université de Blida, P. Kaiser Mustapha a répondu présent.

Notons que Markaz Amel el-Ouma a distribué des prix de distinction aux animateurs de ses conférences, aux journalistes fidèles au rendez-vous du centre et aussi à un nombre de collaborateurs ayant contribué à la réussite

de ses activités. Parmi les conférenciers, citons dans l'ordre l'ambassadeur de la Palestine en Algérie, Ahmed Adhimi, Ahmed Benbitour, Bachir Messitefa, Amar Talbi, Tayeb Yacine, Kaiser Mustapha, Fawzi Abou Doka, Journal *Echaâb* à travers son directeur Azeddine Boukerdous et Mohand Barkouk. Etaient présents également trois journalistes, en l'occurrence, Fenides Ben Bella (Echaâb), Hacen Moali (*El-Watan*) et Farouk Maâzouzi (*El-Mostakbel*) sans omettre le concepteur du site du centre Abdelkader Benkhaled, éditions Djoussour à travers son directeur, Riad Boussad, donateur du club des jeunes du centre et l'interprète Khadidja Neggazi.

L. H.

HOMMAGE AUX MILITANTS ALGÉRIENS D'ORIGINE EUROPÉENNE

Contre l'oubli

Ils s'appellent Henri Maillot, Martinet, Annie Steinner, Evelyne Lavalette, Yveton, Chaulet, Jeanson... Leur mérite est d'avoir cru longtemps en une Algérie libre et unie. Pourtant, beaucoup de ces militants d'origine européenne restent méconnus.

Nombreux à avoir contribué à la Révolution de novembre, les militants d'origine européenne continuent, pour ceux qui sont encore en vie, à se battre pour une reconnaissance.

Un hommage leur a été rendu hier, par l'association Machâal Echahid, dans le cadre de la célébration du 49^e anniversaire de l'Indépendance. Une cérémonie empreinte de solennité lors de laquelle des anciens militants

d'origine européenne ont été honorés par le journal *El Moudjahid*, l'APC d'Alger, la DGSN et la fédération de France.

Emue, Evelyne Lavalette, honorée, lance : «Ce que je suis, je le dois à ces hommes et ces femmes que j'ai rencontrés lors de mon parcours de militante.» Elle espère «continuer à travailler pour une Algérie fraternelle».

Devant une pléiade d'invités, dont Abdelhamid Mehri, Belaïd Abdeslem, Mohamed Mechaty du Groupe des 22, plusieurs intervenants, venus entretenir le souvenir, ont salué le courage des résistants algériens d'origine européenne.

Leur parcours de militants démontre que le combat fait fi des barrières religieuses, culturelles ou linguistiques. Mais «beaucoup disent

leur rancœur de n'être pas reconnus» martèle Zoulikha Bakeddour, ancienne militante de l'UGEMA et moudjahida.

Maître Ali Haroun se souviendra, pour sa part du procès Jeanson, où, à la barre des accusés, il y avait autant de Français que d'Algériens. Tout cela pour exprimer la solidarité de ces militants à l'égard des Algériens. Il s'est incliné devant la mémoire de ceux et celles qui ont consenti le sacrifice ultime.

«La plupart des membres du réseau Jeanson n'avaient jamais mis les pieds en Algérie. Ils étaient convaincus de la justesse de la cause algérienne» rétorque-t-il. Ce dernier a mis en exergue le combat des femmes, dont celui d'Evelyne Lavalette.

W. Z.

QUALIFIANT LES CONSULTATIONS LANCÉES D'ÉCRAN

DE FUMÉE

Le FFS estime que le contexte national général est à l'imprévisibilité

Le Front des forces socialistes estime que le contexte général est à l'imprévisibilité. Selon le FFS, dont le conseil national s'est réuni en session ordinaire les 1^{er} et 2 juillet, la première phase du processus politique engagé par le chef de l'Etat a «surtout servi d'écran de fumée».

Tout en constatant qu'«on continue à céder à la facilité d'inviter des représentations politiques et sociales préfabriquées», le FFS relève néanmoins que les consultations ont «servi également à jauger la détermination et les demandes de l'opposition, la vraie ; à poser la stratégie des décideurs».

Certes, «les discussions seront apparemment appelées à se poursuivre, elles seront difficiles et incertaines. Comme sont imprévisibles les théâtres où se dérouleront les marchandages futurs», note-t-on.

Convaincu que l'«inversion des priorités n'est pas innocente», le FFS estime que «les décideurs ne souhaitent pas se retrouver seuls devant le tsunami social menaçant malgré les mesures financières prises». Voire, «le pouvoir a besoin de nouvelles forces politiques et sociales, a besoin de l'opposition. C'est le prix à payer pour consolider sa position à l'intérieur mais aussi sur les plans régional et international», observe le parti.

Le FFS, qui réaffirme sa disponibilité au «dialogue politique pluriel, ouvert et créatif», appelle les différents acteurs à un effort éthique.

C. B.